

REPUBLIQUE FRANCAISE

**METROPOLE DU GRAND PARIS**

**SEANCE DU CONSEIL DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS  
DU MERCREDI 7 AVRIL 2021**

**CM2021/04/07/01 : MODALITES D'ORGANISATION DES SEANCES DU CONSEIL METROPOLITAIN  
PENDANT LA PERIODE D'ETAT D'URGENCE SANITAIRE**

---

DATE DE LA CONVOCATION : 1<sup>er</sup> avril 2021  
NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 208  
PRESIDENT DE SEANCE : Patrick OLLIER  
SECRETAIRE DE SEANCE : Geoffroy BOULARD

**LE CONSEIL DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS**

**Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et notamment son article 12,

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment son article 59,

**Vu** l'article 6 de l'ordonnance du 1er avril 2020 réactivé par la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire,

**Vu** le décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris,

**Vu** la notice explicative du dispositif transmise aux membres du Conseil de la Métropole annexée,

**Considérant** la nécessité de réunir une première réunion de l'assemblée délibérante à distance par visioconférence/audioconférence afin d'assurer la continuité du fonctionnement de la collectivité durant l'état d'urgence sanitaire lié à l'épidémie de Covid 19,

**Considérant** le besoin de la Métropole du Grand Paris de se doter de nouveaux outils spécifiques pour la tenue des instances métropolitaines et notamment en cas de contexte sanitaire dégradé,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**APPROUVE** modalités de vote ainsi que les conditions d'organisation du Conseil de la métropole du pendant la période d'état d'urgence sanitaire figurant dans la notice explicative annexée à la présente délibération.

**CHARGE** le Président de faire exécuter la présente délibération.

**A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES**

Le Président de la métropole du Grand Paris

Patrick OLLIER  
Ancien Ministre  
Maire de Rueil-Malmaison

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'État et de sa publication.